

POINT DE VUE

LE GOUVERNEMENT DE MADRID CONTRE LES LIBERTÉS

Moi aussi, j'accuse...

Ecrivain, professeur à la faculté de philosophie et de lettres de l'université de Madrid, journaliste et polémiste de talent, M. Rafael Calvo Serer est aussi l'un des hommes les plus connus du monde politique espagnol. Conseiller politique depuis 1943 du comte

de Barcelone, qui est le chef de la dynastie des Bourbon et le père du prince Juan Carlos, successeur désigné du général Franco, M. Calvo Serer avait défendu avec chaleur pendant la guerre civile les thèses nationalistes de la « croisade ». Partisan

convaincu aujourd'hui d'une véritable ouverture démocratique et libérale, il avait réussi à faire du journal « Madrid » un organe qui se distinguait par sa liberté d'esprit. Il expose ci-dessous les raisons du conflit qui oppose son journal au gouvernement.

Par RAFAEL CALVO SERER

Le journal *Madrid*, dont je préside le conseil d'administration et possède la majorité absolue du capital social, est menacé depuis le 22 octobre d'être définitivement interdit. Déjà, il avait été suspendu quatre mois le 31 mai 1968 parce que j'avais écrit un article intitulé : « Se retirer à temps. Non au général de Gaulle. » Cette suspension a provoqué des pertes financières telles que, depuis ce temps-là, la survie du journal est un miracle quotidien, d'autant qu'aux représailles économiques s'est ajoutée une persécution incessante de la part de deux gouvernements du général Franco.

Cette fois, les mesures gouvernementales seront définitives si je n'accepte pas les conditions draco-

niennes qui me sont imposées, sous la forme d'un véritable ultimatum : la désignation, comme directeur, du phalangiste José Maria Alfaro, auteur de l'hymne fasciste *Cara al sol* (Face au soleil), et d'un conseiller délégué désigné par le ministre de l'information, qui interviendra, au nom du ministère, dans la gestion de l'entreprise. Pour arriver à ses fins, au cas où je ne plierais pas, le gouvernement est prêt à prendre prétexte de prétendues infractions administratives commises depuis 1964 par le groupe de la Banque populaire espagnole, qui a eu la responsabilité financière du journal jusqu'en août 1970.

Un journal à tuer

C'est le vice-président du gouvernement en personne, l'amiral Carrero Blanco, qui a décidé depuis février 1970 d'en finir avec *Madrid*. Sa décision a été précipitée par la publication, le 11 octobre dernier, d'un premier article intitulé « Lutte pour le pouvoir au journal *Madrid* », signé par moi et par mon avocat — qui est en même temps mon collaborateur politique — Antonio Garcia-Trevijano, l'homme de l'indépendance de la Guinée-Equatoriale, celui qui a présenté J.-J. S.-S. sur la scène politique madrilène.

Le gouvernement a empêché la publication de la suite, sous peine de saisie immédiate du quotidien.

Depuis septembre 1966, la direction politique de ce journal est entre les mains d'un groupe d'universitaires qui se sont proposés de le transformer, de quotidien populaire qu'il était, en un organe d'information objectif et indépendant. Pour y arriver, ils ont profité d'une loi sur la presse qui a supprimé la censure préalable, laquelle était en vigueur depuis le début de la guerre civile en 1936. Mais, par cette méthode apparemment simple qui consistait à agir dans le cadre de la légalité, *Madrid* a mis en évidence l'incapacité de certains gouvernants à la mentalité autoritaire d'accepter la critique, aussi modérée, aussi constructive, qu'elle soit. Certains ministres auraient sans doute toléré un *Madrid* indépendant : c'est l'amiral Carrero Blanco, avec ses technocrates, qui

Un coup de frein

Quels sont ceux qui, d'une façon aussi complète et implacable, veulent détruire notre journal et pourquoi ? Le confusionnisme qui règne dans la politique et l'information espagnoles en raison de la censure, des manipulations de la loi sur la presse et de la propagande officielle a pour principal responsable l'amiral Carrero Blanco. Au fur et à mesure que ce dernier a accru ses pouvoirs au sein du gouvernement, depuis le référendum du 16 décembre 1966 sur la loi organique de l'Etat, un coup de frein a été donné au lent processus de libéralisation et de démocratisation du régime. Ce processus était dû à l'action de certains démocrates chrétiens apparus sur la scène politique en 1951 et à l'impulsion économique des technocrates entrés au gouvernement en 1957.

Profitant de l'âge de Franco, l'amiral a imposé l'intégrisme rigide qui est le sien en formant le gouvernement « monocolor » d'octobre 1969. On estime généralement que l'« éminence grise » de ce gouvernement est Laureano Lopez Rodo, ministre du plan de développement. En fait, lui et ses collaborateurs ne sont, depuis 1957, que les instruments de l'amiral Carrero Blanco. Chef de file de ce qu'on appelait, il y a quinze ans, « la troisième force », le vice-président du gouvernement a éliminé ceux qui, au sein de ce mouvement, n'étaient pas des technocrates. Il s'est débarrassé aussi des phalangistes et des démocrates chrétiens partisans de la col-

laboration avec le régime et a constitué avec les technocrates l'unique force politique actuellement au pouvoir.

Etant donnée cette situation de monopole politique et de contrôle des moyens d'expression par le gouvernement, on peut comprendre la stupeur qu'a produite la publication de mon article sur « La lutte pour le pouvoir au journal *Madrid* ». En effet, j'exposais dans cet article que trois forces étaient en présence au sein du quotidien : les phalangistes, avec Luis Valero Bermejo, ancien administrateur du journal ; les technocrates, avec Luis Valls Taberner, l'un de ses financiers ; et enfin les défenseurs de l'indépendance de *Madrid*.

En 1966 et 1967, Valero Bermejo était sous-secrétaire aux finances, et il avait déjà tenté d'acquiescer le contrôle du journal. Luis Valls Taberner est l'homme fort de la Banque populaire espagnole. Depuis la désignation, en juillet 1969, du prince Juan Carlos comme successeur de Franco, il a également essayé, avec l'appui de Gonzalo Fernandez de la Mora, aujourd'hui ministre des travaux publics, de s'emparer du journal.

Les relations de Valls Taberner avec Lopez Rodo et Fernandez de la Mora sont connues. Mais son alliance avec les phalangistes de Valero Bermejo a surpris, car ce dernier est un adversaire déclaré des technocrates et notamment de Lopez Bravo, ministre des affaires étrangères, qu'il a durement critiqué et qu'il a accusé aux Cortès d'être impliqué dans l'affaire Matesa.

Pourtant, cette alliance s'explique si l'on sait que la Banque populaire espagnole a été la plate-forme de lancement aussi bien des hommes de l'amiral Carrero Blanco que des phalangistes comme Valero Bermejo. Ce dernier, en effet, n'a eu son poste ministériel et Espinosa San Martin

n'est devenu ministre que grâce à Valls Taberner. On cite leurs noms à propos de l'affaire Matesa.

C'est parce que *Madrid*, dans une série d'articles commencée — et interrompue — le 11 octobre, se proposait de mettre en lumière les liens existant entre ces différents personnages que le gouvernement, appuyé par les courants autoritaires et intégristes du système, a décidé de réagir.

Ni les phalangistes ni les technocrates n'acceptent donc que je puisse me servir d'un journal en Espagne, même si je contrôle la majorité de ses actions : pourquoi ? L'amiral Carrero Blanco ne peut réduire au silence le journal *Ya*, qui est protégé par les évêques. Par peur de la liberté et de la vérité, il s'en prend à *Madrid*, le seul qui pourrait dénoncer devant l'opinion publique les manœuvres exercées par l'intermédiaire de la Banque populaire espagnole pour contrôler la politique gouvernementale : explications nécessaires si l'on veut comprendre les raisons profondes de l'affaire Matesa, qui a porté un coup définitif au gouvernement « monocolor » de 1969.

Le vice-président aurait pu se débarrasser des hommes compromis dans cette affaire. Mais il a préféré s'allier avec ceux qui les soutenaient au sein de la Banque populaire espagnole. Dans le même temps, son « éminence grise », Lopez Rodo, prenait une option sur l'avenir en liant le destin politique de l'amiral Carrero Blanco au destin historique du prince Juan Carlos.

La loi sur la presse violée

Valero Bermejo et Valls Taberner se sont donc mis d'accord pour introduire une action en justice et demander que les droits que me donne ma position majoritaire au sein de *Madrid* soient provisoirement suspendus. Les tribunaux auront à se prononcer le 12 novembre sur cette affaire, dont on voit bien qu'elle est d'origine purement politique ; sinon, comment supposer qu'on puisse discuter de la légitimité de mes droits de propriété sur la majorité des actions de l'entreprise ?

On peut comprendre pourquoi les phalangistes et le banquier technocrate prétendent aujourd'hui me traîner devant les tribunaux. Ils ne veulent pas connaître la vérité. Et on m'interdit de faire connaître dans le journal *Madrid* cette vérité ; pourtant la loi sur la presse édictée par le gouvernement m'y autorise. Mais le gouvernement viole, ce faisant, sa propre loi de presse. La vérité est que M. Valls Taberner a, avec l'appui des phalangistes, gravement obéré le capital et les ressources du journal. En effet, plus de 40 millions de pesetas ont été retirés de ses caisses de 1961 à 1970 : c'est la somme qui avait été payée pour l'achat du journal à son ancien propriétaire, M. Juan Pujol. Il est donc évident que le banquier technocrate a ruiné l'entreprise en imposant des prêts et une méthode que l'actuelle législation espagnole considère comme usuraires.

La situation de 1939

On veut me traîner devant les tribunaux sans me laisser la possibilité de me défendre devant l'opinion publique. Les technocrates et les phalangistes espèrent de cette manière me priver du droit de vote que j'exerce en qualité de propriétaire des deux tiers des actions de l'entreprise. S'ils réussissent cette opération, M. Valls Taberner pourrait devenir administrateur de la société, puisqu'il contrôle déjà un certain nombre d'actions, directement ou indirectement. Si mon droit de vote était suspendu, c'est une société financière de la Banque populaire espagnole qui disposerait de la majorité des actions par l'intermédiaire de prête-noms, l'un de ces derniers étant d'ailleurs ministre dans le gouvernement du général Franco. Toute cette opération est illégale puisque la loi de presse l'interdit formellement. De toute manière, la valeur réelle du journal ne serait plus alors que celle d'un tas de ferraille déprécié.

Aussi longtemps que le gouvernement agira de cette manière dictatoriale et que les libertés d'expression et d'association ne seront pas respectées, il ne sera pas possible d'avoir une idée claire du rapport de forces entre les différents courants politiques de l'Espagne (organisations ouvrières, courants socialiste, démocrate chrétien, libéral ou conservateur). Pourtant l'Etat est fort. Il ne devrait donc pas redouter la vérité et la liberté. Il a la possibilité de se faire respecter et de faire respecter la loi. Une liberté d'information authentique ne pourrait absolument pas déboucher sur l'adulation, la servilité, la mendicité ou la démagogie.

L'Espagne ne pourra pas s'intégrer à la Communauté européenne aussi longtemps que restera au pouvoir un gouvernement qui nous ramène à la situation de 1939. Trente-deux ans après la fin de la guerre civile, le gouvernement de l'amiral Carrero Blanco a, en renforçant la dictature, assumé toute la responsabilité de la tragédie espagnole. L'horizon politique n'est pas heureusement complètement bouché : car Carrero Blanco et Lopez Rodo n'ont pas encore entre leurs mains la totalité des pouvoirs, et Franco peut encore dire le dernier mot. La première « force » était phalangiste. Elle a été épuisée en 1951 ; la deuxième, c'était une « certaine » démocratie chrétienne ; elle a fini en 1957 ; et la troisième force « technocratique » est morte en 1971 avec l'affaire Matesa. Il n'y a plus aujourd'hui d'autre voie pacifique en Espagne que le remplacement de l'actuel gouvernement par une nouvelle force réformatrice.

PREMIÈRE ASSEMBLÉE EN CATALOGNE des forces d'« opposition démocratique »

De notre correspondant

Madrid. — La « première assemblée des forces démocratiques de Catalogne » s'est tenue dans la clandestinité à Barcelone. Trois cents délégués représentant plus d'une vingtaine de partis politiques « clandestins », syndicats ouvriers illégaux, communautés catholiques de base, groupes d'étudiants et de professionnels, ont voté un programme minimum, en vue de « renverser le régime du général Franco, de déjouer la manœuvre en faveur du maintien du régime actuel que constituerait le règne du prince Juan Carlos et, enfin, d'offrir au pays une

option démocratique ». Les quatre points votés sont les suivants :

- Amnistie pour les prisonniers politiques et les exilés ;
- Exercice des libertés démocratiques fondamentales ;
- Rétablissement du statut de 1932 établissant l'autonomie de la Catalogne, première étape vers l'autodétermination des peuples d'Espagne ;
- Coordination des forces démocratiques dans leur lutte pour atteindre ces objectifs.

Appel à la « mobilisation populaire »

L'assemblée a lancé un appel dans ce sens aux peuples catalans — sont considérés comme Catalans « tous ceux qui vivent en Catalogne ».

Elle a nommé une « commission permanente » qui aura pour mission de « veiller à l'application des points d'accord définis par l'assemblée », créer un terrain favorable à une « mobilisation populaire » et préparer la deuxième assemblée. Les tendances les plus variées se trouvaient représentées à cette première réunion, aussi bien les partis politiques les plus modérés que les groupes trotskistes et marxistes-léninistes de diverses nuances. Le P.S.U.C. (parti communiste catalan) et le P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier) avaient envoyé des délégués. A titre privé, quelques personnalités de la bourgeoisie catalane ont assisté à la réunion. Un évêque catalan, dont le nom n'a pas été révélé, a adressé à l'assemblée un télégramme de solidarité.

Un porte-parole de l'assemblée a déclaré : « C'est la première fois en trente ans que les forces d'opposition arrivent à se réunir et à tenir une assemblée aussi large sans que la police le sache. Cela montre combien le franquisme est en crise et à quel degré de maturité est parvenue l'opposition catalane. »

Au cours de la réunion, qui a duré cinq heures, trente-deux interventions ont eu lieu, la moitié émanant de délégués des

organisations ouvrières (U.G.T., syndicat socialiste, avait, elle aussi, envoyé des militants). Des représentants des commissions ouvrières ont déclaré que « les grèves déclenchées ces derniers jours à Barcelone constituaient la contribution de la classe ouvrière à la lutte contre la dictature ».

Toujours selon le porte-parole de l'assemblée, les monarchistes catalans partisans de don Juan, comte de Barcelone, sont d'accord avec texte voté, à l'exception du paragraphe préconisant l'autonomie de la Catalogne, qui provoque chez eux « un sentiment d'appréhension ». L'assemblée, dont l'élaboration remonte à un an, a été organisée par une « commission coordonnatrice des forces politiques de Catalogne » qui comprend les partis suivants : Esquerra republicana, Mouvement socialiste catalan, Union démocratique catalane, parti socialiste unifié de Catalogne (filiale du parti communiste espagnol) et enfin Front national de Catalogne.

C'est la première fois en Espagne qu'une assemblée d'une telle ampleur se réunit et parvient à se mettre d'accord sur un programme minimum. Un tel événement montre que c'est en Catalogne que l'appel lancé par le parti communiste espagnol en faveur du « pacte pour la liberté » a rencontré le plus grand écho.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

FLYING DUTCHMAN
tabac pour la pipe

Mélange légendaire de 18 des meilleurs tabacs du monde, précieusement conservé sous vide dans un emballage pratique et élégant.

6 F les 50 g.

NIEMEYER
GRONINGEN-HOLLANDE

Adieu monsieur Diderot

Et merci pour tout ce que vous avez fait pour nous. Nous ne sommes pas prêts de vous oublier. Malheureusement la science d'hier ne suffit plus : l'homme d'aujourd'hui doit acquiescer le savoir de demain. C'est ce que nous avons compris chez Larousse et surtout entrepris.

L'esprit de la Grande Encyclopédie

Il est né d'une inquiétude : celle de l'avenir de l'homme d'aujourd'hui.

Car aujourd'hui, la culture doit d'abord aider à préparer l'avenir.

C'est pourquoi chaque sujet abordé a été choisi et analysé dans une perspective d'avenir. Et toujours en parfaite objectivité.

Sa matière

Pour la première fois, une encyclopédie alphabétique fait le tour de huit mille problèmes, plus de 400 000 sujets, chacun présenté sous forme d'article-dossier et classé par ordre alphabétique.

L'homme de son époque y trouvera toutes les idées forces. Il disposera d'une synthèse, de renvois à d'autres articles parallèles, d'une large documentation et même d'une bibliographie.

Sa place chez les libraires

Quand on pense idées, culture, dialogue, c'est tout naturellement vers le libraire que l'on va.

Et c'est sans doute ça la véritable révolution culturelle : offrir à tous une ouverture au monde moderne pour simplement 39 F chaque mois.

Révolution Culturelle chez Larousse

La Grande Encyclopédie Larousse
en vente chez tous les bons libraires, 39 F le premier lundi de chaque mois.

MAXIM'S ORLYQUEST
son restaurant de grande tradition

son grill rapide de haute qualité

SERVICE V.I.P. un chasseur de chez Maxim's facilitera vos formalités d'embarquement 687-16-16

Par **A. G. MARTY** **Connaître et Satisfaire le Client** **Inciter le Client**

Prix franco 66 F
Prix franco 66 F
Prix franco 66 F

En vente en librairie ou aux Editions **J. DELMAS et C^o** 13, rue de l'Odéon, Paris, 325-08-32

PROCHE-ORIENT

Soudan

Le président Nemeiry a commué en vingt ans de prison la condamnation à mort de Rolf Steiner

C'est à la suite d'une décision du général Nemeiry, président de la République du Soudan, que la condamnation à mort du mercenaire ouest-allemand Rolf Steiner a été commuée en une peine de vingt ans de prison (dernières éditions du Monde daté du 10 novembre).

La radio soudanaise a rappelé qu'il avait été jugé par un tribunal militaire pour sa participation à la rébellion du Sud-Soudan.

Arrêté en Ouganda, où il s'était replié, Rolf Steiner avait été livré aux autorités de Khartoum en janvier 1971, à la suite d'une décision personnelle du président Milton Obote (renversé depuis par un coup d'Etat militaire), afin que « les mercenaires répondent de leurs crimes devant l'Afrique ».

M. Diallo Telli, secrétaire général de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine), qui était venu assister à l'ouverture du procès le 2 août 1971, avait émis, lui aussi, le vœu que ce procès soit « une leçon pour les nombreux mercenaires qui s'entraînent encore en Europe et se cachent en Angola ».

L'accusateur public, M. Sayed Khalafalla El Rashid, procureur général du Soudan, qui avait requis la peine de mort, n'avait pas été moins sévère, soulignant que le tribunal devait condamner en même temps que Steiner les « pays impérialistes » qui cherchent à exploiter le tiers-monde en suscitant dans son sein des mutineries et des guerres civiles.

Après avoir participé à la guerre du Biafra en 1968, Rolf Steiner avait été nommé, par le général Tafeng, « chef de l'Etat du Anydi » (où siège le gouvernement séparatiste du Sud-Soudan), commandant en chef des « forces armées révolutionnaires sud-soudanaises ». Il avait également sollicité la nationalité « anydienne ».

En revanche, il niait s'être livré à des actes de guerre contre le Soudan et notamment d'y avoir introduit des armes. Il avait même accusé des experts est-allemands, servant comme conseillers techniques de la police soudanaise, d'avoir falsifié sa déposition.

Dans une longue déclaration faite devant le tribunal, le 23 août, Rolf Steiner avait motivé son intervention au Soudan par des considérations purement humanitaires.

Ayant siégé du 2 au 29 août puis lors d'une ultime séance publique le 12 septembre, le tribunal militaire avait soumis son jugement le 20 sep-

tembre au chef de l'Etat soudanais, le général Gafar El Nemeiry. Celui-ci a attendu cinquante-deux jours pour faire connaître sa décision.

Cette longue attente, et le fait que le général Nemeiry avait fait exécuter brutalement, après un jugement sommaire, les dirigeants soudanais accusés d'avoir organisé un coup d'Etat en juillet, avaient suscité des craintes dans le monde sur le sort réservé à Rolf Steiner.

Un Comité pour sauver Rolf Steiner immédiatement s'était notamment constitué à Paris. Il avait demandé, le 3 novembre, que le condamné soit « jugé à nouveau publiquement et régulièrement ». Parmi les signataires de cet appel figurent MM. Georges Bidault, Jacques Médecin, Jacques Benoist-Méchin, M^{rs} Isorni et le général Stehlin.

LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Mme Golda Meïr rappelle les conditions d'un retrait israélien du canal de Suez

Jérusalem (A.F.P., Reuter). — Mme Golda Meïr, qui s'est adressée le mardi 9 novembre à la presse israélienne au cours d'un déjeuner offert en son honneur, a affirmé que « son gouvernement n'a pas encore pris de décision au sujet d'un éventuel retrait des forces israéliennes du canal de Suez ». Le chef du gouvernement a affirmé qu'avant de prendre une telle décision l'accord du Parlement serait demandé.

Après avoir fait en détail l'historique de toutes les négociations concernant la possibilité d'un règlement partiel sur le canal, Mme Meïr a souligné une nouvelle fois que la position d'Israël reste fondée sur deux points : « Négociations directes et retour aux lignes d'avant la guerre de six jours. Néanmoins,

a-t-elle ajouté, nous avons fait des concessions importantes sur ces deux points. Il n'en reste pas moins qu'à toute proposition qui serait contraire aux intérêts de notre sécurité nationale, nous opposerons un non catégorique. »

Mme Meïr a ensuite rappelé les principales conditions israéliennes, à savoir :

1) Israël s'oppose à ce que des unités militaires égyptiennes traversent le canal au cas où les troupes israéliennes se replieraient ;

2) Le cessez-le-feu doit être illimité ;

3) Cet accord partiel sera totalement distinct de la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 ;

4) Les bateaux israéliens devront pouvoir traverser le canal au même titre que tous les autres navires. (Le Monde du 23 octobre.)

« Si par la suite, a-t-elle dit, une certaine tranquillité règne, nous pourrions reculer encore, mais de toute manière la frontière définitive avec l'Egypte ne pourrait être fixée que dans un traité de paix. »

Mme Meïr a toutefois souligné qu'Israël se refusait de négocier avec un pistolet sur la tempe et sous la menace d'une reprise des hostilités, car, a-t-elle expliqué, si après huit ou dix mois les négociations ne progressent pas, nous serions obligés de tout recommencer et de réoccuper la rive orientale du canal.

Après avoir noté que le président Sadate a rejeté les conditions israéliennes, Mme Meïr a déclaré : « A notre grand regret, nos amis américains ne se sont pas rangés à notre côté. Nous avons le sentiment qu'ils ont dévié du rôle qu'ils étaient assignés, celui d'offrir leurs « bons offices ». En agissant ainsi, estime-t-elle, Washington a placé Israël dans une position de négociation désavantageuse.

Par ailleurs, la presse israélienne tient pour acquis que le général David (Dado) Elazar, chef des opérations à l'état-major, sera le futur chef de l'état-major, en remplacement du général Bar Lev, qui se verrait confier le ministère du commerce et de l'industrie. De son côté, le général Rabin, actuellement ambassadeur à Washington, deviendrait ministre du développement.

L'entrée éventuelle de deux militaires dans le gouvernement a provoqué des critiques dans certains secteurs de l'opinion publique et de la part de députés, comme M. Abraham Offer, du parti travailliste.

Israël

La Semaine de la culture allemande provoque des remous dans l'opinion

La Semaine de la culture allemande, qui a lieu actuellement en Israël, provoque des remous dans l'opinion publique. Mme Golda Meïr a déclaré, à ce propos, le mardi 9 novembre : « Nos relations avec l'Allemagne ne peuvent pas être examinées uniquement en fonction de la raison pure, et l'on doit toujours tenir compte des réactions passionnelles ». Le chef du gouvernement, qui a dit ne pas avoir été informé à l'avance de cette semaine, a cependant déploré qu'elle donne lieu à une « polémique quotidienne ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Le moment était-il venu d'organiser une Semaine de la culture allemande en Israël ? La question est discutée avec passion, parfois avec quelque violence, pendant que se déroule un programme de manifestations qui offre au public des trois principales villes — Jérusalem, Tel-Aviv et Haïfa — des concerts, des conférences et des représentations théâtrales. Le Théâtre Schiller de Berlin s'est déplacé, et c'est à Günther Grass qu'a été confié le soin de représenter la littérature allemande contemporaine. Quelques étudiants ont troublé la conférence qu'il a faite mardi soir, 9 novembre. De même, pendant que l'Orchestre philharmonique israélien entamait un concerto de Bach, des jeunes gens ont fait irruption sur la scène. Revêtus du taletch, le châle de prière juif, ils ont récité la *tzkor*, prière des morts, en brandissant des pancartes évoquant l'orchestre tristement célèbre qui accompagnait en musique ceux qui étaient conduits vers les chambres à gaz.

L'ambassadeur d'Allemagne, M. Jesco von Puttkamer, qui avait renoncé à prendre la parole au début de la soirée, s'est vu saupoudrer de... poil à gratter, avant que la police ait pu expulser les perturbateurs, des membres de l'organisation de jeunesse nationaliste Bétar.

L'émotion du grand public est certainement plus profonde que ne permettent de l'imaginer les manifestations de quelques dizaines de jeunes gens et des membres de l'Organisation des victimes du nazisme, à tel point que l'on n'arrive pas à retrouver ceux des Israéliens qui ont donné leur accord à l'organisation de cette Semaine. Les placards publicitaires publiés dans la presse par l'ambassade de la République fédérale indi-

quent que l'ensemble des manifestations se dérouleraient avec le concours des municipalités, mais celles-ci ont annoncé qu'elles n'y participeraient pas et que les maires y assisteraient « à titre personnel ».

A l'ambassade d'Allemagne, on déclare seulement, avec une louable discrétion, que la préparation de ces manifestations a nécessité de longs mois d'efforts et de nombreux contacts, sans préciser avec qui ils ont été pris.

Devant l'ampleur du mouvement de protestations, M. von Puttkamer a publié une déclaration réaffirmant que la politique allemande « d'Adenauer à Willy Brandt » n'a jamais prononcé l'oubli. « Je prends acte avec un profond respect, a ajouté l'ambassadeur, des sentiments de ceux qui ne peuvent oublier. »

Pour comble de malchance, la date choisie pour cette semaine coïncide — et Mme Meïr l'a déploré — avec le trente-troisième anniversaire de la « nuit de cristal », où les nazis incendièrent les synagogues d'Allemagne.

ANDRÉ SCAMAMA.

A travers le monde

Argentine

● LE MOUVEMENT JUSTICIALISTE aura désormais pour secrétaire général le Dr Hector Campara, qui vient d'être désigné à Madrid par l'ancien président Peron, en remplacement de M. Jorge Paladino, démissionnaire. Ancien député péroniste en 1946, ancien président de la Chambre des députés, le Dr Campara, aujourd'hui âgé de soixante ans, avait été emprisonné après la chute de l'ancien président en 1955, puis s'était exilé au Chili. Il était rentré en Argentine en 1960. — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

● APRES SIX JOURS DE DEBATS, la Chambre des communes a approuvé à main levée, mardi 9 novembre, au terme d'une soirée houleuse, le programme législatif qui avait été exposé dans les discours du trône. L'année parlementaire 1972 sera dominée par l'adoption des textes d'harmonisation de la législation britannique avec le traité de Rome. — (A.F.P.)

Israël

● M. ISRAËL GALILI, ministre israélien sans portefeuille, a annoncé le mardi 9 novembre

que quarante-huit kibboutzim ont été implantés depuis la guerre de six jours dans les territoires occupés, dont treize sur les hauteurs de Golan. Ces implantations, a-t-il ajouté, ont été décidées par le gouvernement en raison de l'importance stratégique de ces territoires. — (A.F.P.)

Suisse

● UN ATTENTAT A L'EXPLOSION a été commis dans la nuit du dimanche 7 au lundi 8 novembre contre le consulat général d'Italie à Bâle, a-t-on appris mardi. La déflagration a provoqué un trou de 1,5 mètre de diamètre dans le mur du jardin entourant la propriété. Aucune personne n'a été blessée. La police n'a pu encore déterminer la nature de l'explosif ni les raisons de cet attentat. — (A.F.P.)

Union soviétique

● CINQ FAMILLES JUIVES D'UKRAINE ont été arrêtées, le 8 novembre, par des gardes frontaliers quelques minutes avant de franchir légalement la frontière soviéto-hongroise à Chop. On ignore ce que sont devenues ces personnes, qui avaient pris place à bord du train Moscou-Vienne. — (A.F.P.)

RAJEUNISSEZ votre logement en installant...

PROPRE

supprime les corvées
de stockage
de manipulation

PRATIQUE

aucune installation
importante
un simple raccordement

RATIONNEL

deux formes
accumulation, direct
rendement maximal

SOUPLE

contrôlé automatiquement
par thermostat,
se règle à la température
désirée

LE

CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE

SIMPLE

se met en marche
automatiquement
son réglage est un
jeu d'enfant

SAIN

fonctionne
sans fumée, sans odeur
sans émanation

ÉCONOMIQUE

répond exactement
à vos besoins
pas de gaspillage

SÛR

ne présente
aucun danger
sécurité absolue

Pour tous renseignements, consultez EDF 23, rue de Vienne PARIS 8^e. Tél. 387 69 99



TOURS

vous propose
sa brochure
Automne-Hiver
71-72

ISRAËL

PRIX SPECIAUX GROUPES OU INDIVIDUELS PAR BOEING ALLER-RETOUR.

A PARTIR DE... 1030 F

10 départs Paris et Province en Octobre
9 départs Paris et Province en Novembre
15 départs Paris et Province en Décembre

SEJOUR EN HOTELS TOUTES CATEGORIES :
Jérusalem - Tel-Aviv - Haïfa - Natanya - Herzlia.
Voyage aller-retour et 7 jours en 1/2 pension
à partir de... 1310 F

MONASTÈRE
STE-CATHERINE
Excursion dans le désert
du Sinaï, logement au
Monastère Ste-Catherine,
Eilath et Charm-el-Cheikh,
10 jours,
avion A/R compris... 2300 F

PECHE SOUS-MARINE EN
MER ROUGE
15 jours Eilath,
Charm-el-Cheikh,
Hôtel transfert A/R de
Jérusalem à Eilath
Charm-el-Cheikh... 2200 F

SPLENDEURS D'ISRAËL
Voyage A/R, excursions,
séjour en demi-pension,
10 jours à partir de... 1860 F

EILATH - MER ROUGE
Voyage avion A/R
plus 7 jours hôtel,
à partir de... 1530 F

ISRAËL CARAVANING
Voyage A/R + voiture
caravane, modèle récent,
4 couchettes équipées, lits,
cuisine. 1 semaine, voyage
avion A/R compris... 1550 F
prix pour groupes de 15 personnes

ISRAËL
AIR-MER / ZIM-ELAL
Nouvelle formule
permettant de mêler les
agrément d'une traversée
maritime à la rapidité d'un
voyage aérien... 1418 F

Brochure gratuite à votre Agence de Voyages habituelle ou
aux Bureaux de la Compagnie ZIM : 5, avenue de l'Opéra -
75-PARIS - Tél. 073.31.66.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

M 1

PARDESSUS

LODENS - IMPERMÉABLES - COSTUMES

Centre LECLERC Vêtements

176, rue Saint-Maur, Paris (11^e)

(Métro : Belleville ou Goncourt)